

# L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 15 janvier 2018

## Rupture conventionnelle collective : cadeau de Nouvel an au patronat

Le 8 janvier, Pimkie et PSA ont annoncé vouloir profiter des décrets d'application des ordonnances publiés le 22 décembre, en utilisant la *Rupture conventionnelle collective*, nouvelle arme pour supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'une raison économique, élaborer un plan social, proposer des reclassements. Le premier comptait faire ainsi sans embrouille plus de 700 suppressions d'emplois, le second en annonce 2 200. Sacré cadeau fait par le gouvernement au patronat que cette nouvelle loi.

Cette procédure de *Rupture conventionnelle collective* vient après le « succès » pour les patrons de la *Rupture conventionnelle individuelle* créée en 2008 par Sarkozy, qui a déjà précipité au chômage près de trois millions de salariés. Huit fois sur dix, cette rupture individuelle prétendue volontaire a été initiée par l'employeur, imposée à coups de chantages divers, voire de harcèlement.

Le gouvernement avait proposé aux patrons cinq modèles de lettre de licenciement individuel leur garantissant d'être dans les clous juridiques. Pour la nouvelle loi, l'administration du travail sera chargée d'homologuer les futures ruptures collectives pour qu'elles soient applicables à tous les salariés sans risque juridique pour les patrons !

### **Les grands patrons à l'offensive**

Pimkie, chaîne de magasins d'habillement, a été la première entreprise à annoncer la mise en œuvre d'une *Rupture conventionnelle collective*, même si finalement elle a dû faire marche arrière devant le refus des syndicats et revenir à un « plan de départs volontaires », avec en vue le même nombre de suppressions d'emplois. Pimkie, propriété de Mulliez (une des plus grosses fortunes de France, environ 40 milliards d'euros, propriétaire d'Auchan), c'est plus de 700 magasins dans le monde, une centaine en France. Et c'est en prétextant un déficit que Pimkie veut supprimer 10 % des emplois en Europe.

Le groupe PSA, quant à lui, a réalisé en 2016 un bénéfice record de 2,15 milliards d'euros après avoir supprimé 25 000 emplois sur 5 ans, essentiellement au moyen de « plans de départs volontaires ». Il en prépare donc 2 200 de plus : 900 « congés seniors » et 1 300 dans le cadre de cette Rupture collective. Et PSA espère obtenir l'accord d'une partie des syndicats, dont certains ont déjà déclaré qu'ils y étaient

favorables, la direction prétendant être en mesure, grâce à la souplesse que lui accorde cette nouvelle façon de licencier, de créer 1 300 nouveaux emplois.

Que vaut une telle promesse ! Quand on sait que sur certaines chaînes de production les intérimaires représentent déjà 90 % des effectifs, l'objectif serait tout d'abord de remplacer le maximum des travailleurs en CDI par des intérimaires, pour flexibiliser davantage l'emploi.

### **Parler des petits pour satisfaire les gros**

Cette combine des *Ruptures conventionnelles collectives* est une porte de plus ouverte aux suppressions d'emplois sans entrave. Et si les primes de départ ne peuvent être inférieures au minimum légal, elles seront bien moins élevées que dans les PSE : c'est le licenciement à très bas coût.

Macron avait présenté sa loi comme devant faciliter la vie des patrons de très petites entreprises : on voit que ce sont d'abord de grandes entreprises qui se précipitent pour l'utiliser.

### **Refuser les reculs sociaux, coordonner les luttes**

La publication des décrets d'application des ordonnances ne met pas fin pour autant aux luttes, malgré la passivité des confédérations syndicales. Avec des victoires dans des hôpitaux, dans le nettoyage, la restauration... et même chez les « micro-entrepreneurs » ubérisés de Deliveroo.

Les attaques programmées contre les chômeurs et les migrants, celles sur la Sécurité sociale, la baisse du pouvoir d'achat, la hausse de la précarité et du chômage ne peuvent pas rester sans riposte.

Cinquante ans après mai 1968, que celle-ci s'organise au plus vite et devienne lame de fond, tel est notre vœu pour 2018 !

***Touche pas à mes congés !***

La direction prévoit 3 semaines de congé en août. Elle a le projet d'imposer le morcellement de la 4<sup>e</sup> semaine de congé. Elle veut que le 31/10, le 02/11 et le 20/12 soient 3 jours de congés payés obligatoires. Les salariés n'auront plus à positionner que trois jours de congés payés avec l'accord de leur hiérarchie. Au passage elle nous vole aussi une journée entière sur notre compteur individuel pour le 21/12.

Elle nous bouffe déjà toute l'année, pas question de la laisser nous bouffer nos vacances.

***Un débrayage la calmerait***

Au B2, ce lundi 15, une soixantaine d'ouvriers de la 22, CDI et intérimaires, se sont réunis à la pause pour se concerter au sujet des nouveaux horaires, des congés et des bas salaires. Des discussions ont aussi eu lieu dans différents endroits de l'usine. La direction se croit tout permis : l'année prochaine éclatera-t-elle la 3<sup>e</sup> semaine de congé ?

Organisons-nous pour dire stop !

***Horaires et congés : attaque généralisée***

Comme à Poissy, à PSA Valenciennes, la direction veut imposer de nouveaux horaires rallongés quotidiens avec en plus le maintien des H+. Là-bas, elle souhaite ne donner que 2 semaines de congé en été, une 3<sup>e</sup> semaine ne serait accordée qu'au cas par cas, une 4<sup>e</sup> quasi-impossible.

Dans le groupe, les salariés ont les mêmes problèmes, unissons-nous contre notre patron commun.

***2018 : D34 naîtra sous le signe de la magouille***

En cette rentrée 2018, année de lancement du D34, on est passé en 8 jours de 30 % à 80 % de « Bon direct ». Tout ça sans faire la production. La direction du Montage, pendant la fermeture, n'a pas rééquilibré les postes surchargés, ni embauché plus de CDI.

Les magouilles pour planquer les défauts continuent, y compris en masquant à la caméra les feuilles de suivi des retouches près du Point 4. Ne parlons pas des installations réceptionnées en 2017 qui sont loin d'être opérationnelles, ni des problèmes de conception, que nous découvrirons lors du montage du D34, réalisée par des entreprises extérieures qui auront peut-être disparues depuis.

Prenons notre avenir en main, virons les irresponsables, imposons de meilleures conditions de travail !

***État sanitaire déplorable, comme les projets de PSA***

La direction veut fermer définitivement des sanitaires de la Peinture qui sont corrects alors que d'autres sont délabrés. Elle a aussi pour objectif de fermer la moitié des vestiaires de la Peinture. Elle exige notamment qu'on s'entasse dans le vestiaire des hommes aux Laques : douche naturelle avec eau de pluie, nettoyage automatique des pieds sur sol inondé, lavabos tellement économiques qu'ils ne fonctionnent

pas, WC bouchés... comme les oreilles de la direction. C'est n'importe quoi.

***H+ : Quand le dimanche bouffe le samedi...***

Depuis la rentrée au Montage B2, équipe C, le chiffre de la production n'a été atteint qu'une fois la semaine dernière. Le peu d'avance que les collègues se sont crevés à faire à la Peinture et au Ferrage (notamment le samedi) a été bouffé par les H+ de dimanche dernier au Montage.

Quand on a une production insuffisante malgré les H+ tous azimuts, c'est que le sous-effectif est généralisé et systématique dans tous les secteurs de l'usine. Les H+ ne remplaceront pas les postes manquants.

***Les postes d'ouvriers spécialement dans le viseur***

Avec les 2 200 postes supprimés dans le groupe, pour faire bien devant les médias, PSA s'est engagé à embaucher 1 300 CDI en 2018. À comparer aux 25 000 postes qu'a perdus PSA en 5 ans. Et ces embauches, c'est seulement 400 CDI pour la production, 200 pour la Recherche et Développement et surtout 700 pour les commerciaux. Chaque année, PSA veut continuer à faire disparaître l'équivalent des effectifs de PSA Aulnay.

***RCC en plus : Rupture Contrainte de Contrat***

2 200 suppressions de postes (DAEC, Plan senior et RCC), 6 000 mobilités internes. Sur l'ensemble du groupe PSA, les patrons jouent sur deux tableaux : réorganiser la production à leur avantage et en même temps faire plus avec toujours moins de personnel. En effet les attaques sur les congés, les horaires, les séances gratuites obligatoires, les surcharges de postes, les harcèlements, les suppressions de lignes de cars, les bas salaires... tout ça a aussi pour but de dégoûter les salariés pour les pousser sans bruit vers la sortie. C'est en fait un plan de licenciement camouflé.

***Du boulot, il y en a en CDI pour tout le monde***

PSA Sevelnord va créer une 4<sup>e</sup> équipe pour le week-end en recrutant 600 intérimaires. Il y a quelques mois, 1 500 intérimaires ont été engagés à PSA Sochaux, 800 à PSA Mulhouse, 520 à PSA Rennes. Il y a 8 000 salariés intérimaires chez PSA en France. En même temps, PSA vient encore d'annoncer un plan de départ de 2 200 salariés en CDI. La direction se moque de nous ! Exigeons l'embauche des intérimaires et que chaque départ de CDI soit remplacé par un autre CDI.

***Merci à tous !***

La collecte aux drapeaux rouges le 6 décembre dernier a permis de récolter 190 €. Merci infiniment à tout ceux qui ont donné. Cela financera encore la dénonciation de l'exploitation patronale à PSA et ailleurs, dans bien d'autres *Étincelles* !